

La sécu, c'est à nous RECONQUERIR NOTRE SECURITE SOCIALE

Pour de nombreux retraités, la situation est de plus en plus difficile. Les pensions de retraite ont été bloquées par le patronat et le gouvernement. De nombreux retraités doivent cette année payer des impôts entraînant la suppression de nombreuses aides. Pour de nombreux retraités, il devient de plus en plus difficile de se soigner. C'est aussi l'augmentation de la TVA (l'impôt le plus inégalitaire), l'augmentation du prix du gaz, etc....

Le taux de CSG de milliers de retraités devrait passer de 3,8 % à 6,6 %, c'est inadmissible.

La prime donnée aux retraités touchant moins de 1200€ ne résout rien. Plus de 800 000 retraités resteront au-dessous de seuil de pauvreté. 10 % des retraités, dont une majorité de femmes seules, perçoivent une pension inférieure à 600 € par mois. Nous ne demandons pas l'aumône. Le 3 juin, le 30 septembre, dans l'unité, nous étions des milliers pour exiger une augmentation de toutes les pensions.

L'Assemblée nationale vient de voter la loi sur « l'adaptation de la société au vieillissement ». Si cette loi comporte des points positifs, le problème majeur est celui des financements.

Pour une personne en perte d'autonomie, se retrouver en établissement spécialisé est souvent un drame. Beaucoup n'arrivent pas à payer les frais d'hébergement. Enfants, petits enfants sont souvent sollicités pour acquitter le reste à charge.

Le gouvernement a repoussé la réforme sur le reste à charge au prétexte qu'elle coûterait 1,5 milliard d'euros. C'est bien peu par rapport aux 41 milliards d'euros versés aux entreprises, y compris celles du CAC 40 sans même vérifier que cet argent public sert bien à l'investissement et non à l'augmentation des dividendes.

Le gouvernement a confirmé ses choix de politique d'austérité en maintenant son pacte de responsabilité. Ce sont les cadeaux aux employeurs (suppression des cotisations sociales branches familles) et 50 milliards « d'économies » sur les budgets publics !

Avec d'autres organisations syndicales, la CGT réaffirme son opposition résolue à ce pacte de responsabilité (d'austérité) qui va encore aggraver la crise !

**BESOIN DE 1,5 MILLIARD
D'EUROS POUR FINANCER LA
PERTE D'AUTONOMIE. C'EST
PEU PAR RAPPORT AUX 41 MIL-
LIARDS VERSES AUX ENTRE-
PRISES SANS CONTREPARTIE !**

NE LAISSONS PAS DETOURNER NOTRE ARGENT

A quelques jours de la présentation du budget de la Sécu, dans un front commun inédit, vingt-huit syndicats de retraités, organisations de personnes âgées et associations de professionnels de la prise en charge de cette population ont lancé une alerte: le produit de la contribution de solidarité pour l'autonomie (Casa), prélevée sur les retraites, ne doit plus être détourné de son objet, à savoir le financement de l'accompagnement des personnes âgées à domicile ou en établissement. En 2013 et en 2014, le gouvernement a utilisé ces fonds (645 millions d'euros par an) pour toute autre chose, pour combler le déficit du fonds de solidarité vieillesse.

**La sécu, c'est à nous
actifs et retraités, ensemble**

jeudi 16 octobre

15h

devant la sécu à Bastia

**manifestation
interprofessionnelle**

La sécu, c'est à nous

Il devient de plus en plus difficile de trouver un spécialiste en secteur « 1 », cela devient vrai aussi pour trouver un généraliste. Beaucoup de retraités doivent choisir entre se chauffer, se nourrir ou se soigner.

Nous ne pouvons accepter :

Ⓜ Les fermetures de centres d'accueil pour l'assurance maladie (CPAM), Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail pour les retraités (CARSAT),

Ⓜ Fermeture d'hôpitaux publics, comme les fermetures de milliers de lits, de services. Cela conduit trop souvent à transférer les personnes âgées ayant des pathologies lourdes vers les Ehpad,

Ⓜ La Marchandisation du secteur de la prise en charge des personnes âgées dépendantes,

Ⓜ Les délais d'attente pouvant aller jusqu'à 6 mois pour l'obtention d'un rendez-vous dans le public,

Ⓜ Une politique menée au service du seul secteur privé lucratif,

Ⓜ Une nouvelle augmentation de la CSG...

Dans quelques jours, va s'ouvrir à l'Assemblée nationale le débat sur le projet de loi de financement de la Sécurité sociale.

On nous rabâche : le trou de la Sécurité sociale, c'est nous, on se soignerait trop, les retraités coûteraient trop cher... Le trou de la Sécurité sociale explose !

Mais parlera-t-on pareillement de la fraude aux cotisations sociales des patrons français qui explosent et représente un manque à gagner de plus de 20 milliards d'euros par an, selon la Cour des Comptes ?

Jeudi 16 octobre : journée nationale d'actions, de grève, et manifestations unitaires :

Actifs, privés d'emplois, retraités ensemble pour :

- Gagner une sécurité sociale de haut niveau !
- Le droit à compensation de la perte d'autonomie tout au long de la vie organisé dans le cadre de la sécurité sociale.
- Stopper les exonérations de cotisations sociales accordées aux employeurs.
- Faire contribuer les revenus financiers des entreprises à hauteur des cotisations salariales.
- Refuser l'augmentation du taux de CSG.
- Garantir et maintenir un financement assis sur le travail par les cotisations sociales.
- Favoriser l'emploi stable, combattre la précarité, augmenter les salaires et porter le SMIC à 1700€, combattre le travail illégal : autant de ressources en plus pour la sécu !
- En finir avec l'austérité qui nous enfonce dans la crise !
- Augmenter les pensions de retraite pour tous.

Jeudi 16 octobre :

Pour dire non aux politiques d'austérité, au pacte de responsabilité et exiger des mesures immédiates pour le progrès social, défendre et améliorer notre protection sociale.

Les retraités avec les actifs, les privés d'emplois, manifesteront ensemble jeudi 16 octobre



Bulletin de syndicalisation CGT

POUR DEFENDRE MES REVENDICATIONS

Mon pouvoir d'achat Ma retraite Ma santé Mes besoins Quotidiens
.....Je me syndique à la CGT

Nom Prénom

Adresse

Code Postal Ville

Email@.....

tél

USR CGT 2B Bourse du travail Emile Reboli Impasse Patrimonio 20200 BASTIA